

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°23-083 à l'arrêté du 26 octobre 2001 modifié
autorisant la SAS Mont-Blanc à poursuivre et à étendre l'exploitation de la laiterie NESTLE
au bénéfice de la société MONT-BLANC sur la COMMUNE DE SAINTE-MÈRE-ÉGLISE
(commune déléguée de Chef-de-Pont)**

LE PRÉFET DE LA MANCHE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités à l'annexe de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie 2022-2027 ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Douve et de la Taute ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2001 modifié autorisant la SAS Mont-Blanc à poursuivre et à étendre l'exploitation de la laiterie NESTLE sur le territoire de la commune de Chef-du-Pont ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2018 autorisant la société Mont-Blanc à produire 247 tonnes de produits finis par jour au sein de son établissement situé : 2 rue du Capitaine Rex Combs – Chef-du-Pont – 50480 Saint-Mère-Église ;
- VU** le porter-à-connaissance (dossier réf. GES n°20620 – août 2022) transmis par la société Mont-Blanc le 8 août 2022 en vue d'augmenter les capacités de production en créant une nouvelle ligne de production ;
- VU** la demande de compléments de la Dreal du 25 août 2022 ;
- VU** le porter-à-connaissance (dossier réf. GES n°206201 – mars 2023) transmis par la société Mont-Blanc le 28 mars 2023 en vue de répondre à la demande de compléments susvisée ;
- VU** le rapport de la DREAL du 11 avril 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel du 18 avril 2023 ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté complémentaire par courriel du 28 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- que l'augmentation des capacités de production envisagée est de 25 t/j soit 10 % des capacités déjà autorisées et que cette capacité de production de 25 t/j est inférieure au seuil d'autorisation de 75 t/j de la rubrique n° 3642 de la nomenclature des installations classées ;
- que le projet ne nécessite pas d'augmentation du niveau autorisé des consommations d'eau ;
- que la station d'épuration de Chef-du-Pont ne traite désormais plus que les eaux résiduaires rejetées par les sociétés Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère (les effluents domestiques des communes de Carquebut, Chef-du-Pont et Sainte-Mère-Église et les effluents industriels de la Charcuterie de la Trappe sont désormais traités par la station d'épuration de Sainte-Mère-Église récemment mise en service en juillet 2021) ;
- que la station d'épuration de Chef-du-Pont est apte à traiter les effluents industriels dans de bonnes conditions ;
- que ce projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une évaluation environnementale au regard du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;
- qu'au regard des différents éléments d'appréciation transmis, la modification sollicitée ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- que les dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement prévoient que le Préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer les prescriptions primitives de l'arrêté d'autorisation dont le maintien n'est plus justifié ;
- qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;
- que la nature de la modification ne justifie pas la consultation du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques qui est facultative au regard des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur le 18 avril 2023, lequel a pu formuler ses observations ;

SUR PROPOSITION de Mme la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Mont-Blanc (SIRET : 448 954 362 00043), dont le siège social est situé 2 rue du Capitaine Rex Combs – Chef-du-Pont – 50480 Saint-Mère-Église, qui est autorisée à exploiter à cette même adresse un établissement de fabrication de desserts lactés, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Tableau de classement

Le tableau de classement selon les rubriques de la nomenclature des installations classées de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau qui suit :

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité	Régime*
3642	3	Fabrication de produits alimentaires à partir de matières premières animales et végétales	271 tonnes de produits finis par jour	A
1510	2.b	Entrepôts couverts	Volume total des entrepôts de 132 956 m ³	E
2921	1.a	Refroidissement évaporatif	15 237 kW	E
1185	2.a	Installations frigorifiques	412 kg	DC
2560	2	Travail mécanique des métaux	Atelier de ferblanterie 160 kW	DC
2910	A.2	Combustion	Chaudière principale fonctionnant au gaz (9 MW) Chaudière secondaire fonctionnant au gaz (2,9 MW) Chaudière biomasse (4,2 MW) Puissance totale de 16,1 MW Installation de sprinklage (non raccordée à une cheminée) : 2 motopompes d'une puissance de 0,268 MW	DC
2925	1	Atelier de charge d'accumulateurs	120 kW	D
4441	2	Liquides combustibles catégorie 3	15 t	D
4735	1.a	Ammoniac	341 kg	DC

* A : installations soumises à autorisation

E : installations soumises à enregistrement

D : installations soumises à déclaration

DC : installations soumises à déclaration avec contrôle périodique (en application des dispositions de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement)

Article 3 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les valeurs limites d'émission des eaux usées industrielles en sortie de l'établissement sont définies dans le tableau ci-dessous. Ces effluents rejoignent pour traitement la station d'épuration collective industrielle de Chef-du-Pont avant rejet dans le cours d'eau Le Merderet (FRHR327), affluent de la Douve. Les effluents sont acheminés depuis le site Mont-Blanc vers la station d'épuration de Chef-du-Pont au moyen de deux canalisations enterrées.

Débit maximum : 1 300 m ³ par jour		Débit maximum hebdomadaire (du lundi au dimanche) : 7 000 m ³	
Température : < 35°C pH compris entre 5,5 et 10			
Paramètre	Concentration maximum	Flux maximum	Flux maximum hebdomadaire (du lundi au dimanche)
MES	1255 mg/l	960 kg/j	4416 kg
DCO	6538 mg/l	5000 kg/j	23000 kg
DBO5	3596 mg/l	2750 kg/j	12650 kg
NGL	177 mg/l	135 kg/j	621 kg
Ptotal	48 mg/l	37 kg/j	170 kg
Zn	0,80 mg/l	1,04 kg/j	5,6 kg
Cu	0,150 mg/l	0,195 kg/j	1,05 kg
Chloroforme	50 µg/l	65 g/j	350 g

Les prélèvements relatifs à l'autosurveillance sont réalisés au niveau de la station d'épuration de Chef-du-Pont en amont du bassin tampon.

Article 4 – Installations soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement sous réserve des dispositions prévues par les arrêtés préfectoraux en vigueur.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement sous réserve des dispositions prévues par les arrêtés préfectoraux en vigueur.

Article 5 – Conformité au dossier de modification

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur.

Article 6 – Modalités d'exécution, voies de recours

Article 6.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6.2 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune de Sainte-Mère-Eglise et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Sainte-Mère-Eglise pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6.3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Caen (3, rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN CEDEX 4) ;

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie de la décision dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6.4 – Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Sainte-Mère-Eglise et le directeur général de la société Mont-Blanc sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Saint-Lô, le **23 MAI 2023**

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Perrine SERRE

2010.04.08